

COMMUNICATION DE M. JEAN CHAMBA NJITAM CONCERNANT LE  
CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur  
du Conseil de tutelle)

COPIE

(d'une lettre écrite à la main)

Jean Chamba-Njitam  
planteur et responsable  
de l'UPC et Syndicat des  
petits planteurs de Mbglam  
Subdivision de Bafang  
(Sous Maquis)

Kumba, le 22/12/55

A Monsieur le Procureur de la République  
près le tribunal de première instance de Dschang

Objet

Mémoires :

Monsieur le Procureur de la République,

Ayant pris connaissance sur la citation à prevenu Ref. No. 452/Rep. du  
14/12/55, laquelle accuse le Sieur Pangop Lazare, inculpé de devastation de vingt  
pieds de cacaoyers imaginaires appartenant au Sieur Mbondja Isaac, j'attire votre  
attention sur le fait que des oppositions sous plis recommandés ont été adressées  
à Messieurs : chef Région Bamiléké, sous No. 606, Direction de la Domaine Douala  
sous No. 6348 et chef Subdivision de Bafang sous No. 6063 et respectivement en  
date du 25/4/55 et ainsi qu'en Juin 1954.

Par conséquence, le Sieur Mbondja Isaac, n'a aucun droit à prétendre sur  
aucune portion de cette terre. Il est annoté que Mbondja Isaac d'abord, n'est  
pas un ressortissant de la Subdivision de Bafang ni Tchamo ou Maya-Kekem qu'il  
prétend pour ses témoins.

Les pièces des impôts de prestations de la Région du Noun Cameroun Subdivision de Bafang No. 113, article du rôle 67 du 18/2/39; No. 144 du 18/2/39, art. du rôle 67; de la Région Bamiléké No. 155 du 23/2/1940, article du rôle 68RS1; Subdivision de Bafang No. du tiket 184 le 11/2/41 article du rôle 69 et No. 2870 du 22/7/37 etc., dont la Subdivision de Bafang possède ses souches ou talons dans l'archive et ces impôts des prestations nous montrent la limite des pouvoirs de ces trois sieurs précités en tant que étrangers de la Subdivision.

Par conséquence, demandons que cette citation soit renvoyée au tribunal coutumier ou civil où le plaignant viendra prouver la provenance de son terrain et son droit de propriétaire que nous ignorons.

Depuis Juin 1954 pourquoi le plaignant n'a pas porté plainte? Encore chose curieuse c'est qu'on ne sait pas en quelle date exacte le dégât a été commis en Juin 1954.

Nous n'oublions pas ici quand à nous, que le sieur Mbondja Isaac, cherche ici un tribunal privilégié du colonialisme français. Mais nous connaissons le vrai visage du droit de défense française et nous connaissons également la situation du sieur Mbondja Isaac vis-à-vis du colonialisme français soit du Capitalisme.

Puisse qu'il vous plaise, Monsieur le Procureur de la République, de renvoyer ce jugement au tribunal coutumier.

Cette accusation est bien fausse car Mbondja Isaac n'a pas de cacaoyers là-bas.

Veuillez bien croire, Monsieur le Procureur de la République, à ma plus haute considération.

Jean Chamba Njitam  
(s.)

Ampliations :

Procureur République Dschang - 1  
O.N.U. - 1  
Mbondja Isaac - 1  
Archives.

-----